



Téléphone
+44 (0)1727 875 544

Courriel
itsci@internationaltin.org

Internet
<http://www.internationaltin.org>
et
<http://www.itsci.org>

Association internationale de l'étain
Ltd
Secrétariat Programme ITSCI
Unité 3, Curo Park, Frogmore,
Albans, Herts AL2 2DD, UK

Janvier 2024

Déclaration d'ITSCI sur le bilan à mi-parcours 2023 du Groupe d'experts sur la RDC

Remarque : cette déclaration porte uniquement sur le contenu du bilan à mi-parcours de 2023 du Groupe d'experts

Le 30 décembre 2023, le Groupe d'experts des Nations Unies a publié son bilan à mi-parcours de 2023 sur la RDC (S/2023/990), qui comprend une section sur les minerais 3T de la province du Nord-Kivu.

D'une manière générale, ITSCI reconnaît qu'il y a eu, et qu'il y a toujours, des risques permanents concernant la fraude et la présence de groupes armés étatiques et non étatiques dans la région. Ces risques sont régulièrement évalués par le biais des systèmes d'ITSCI alignés sur ceux de l'OCDE, et des exemples de rapports fournis par ITSCI aux entreprises, au gouvernement et aux représentants de la société civile ont également été communiqués au Groupe d'experts avant la publication de leur rapport (voir la section " Risques généraux " ci-dessous). Il s'agit notamment des risques que des minerais provenant de la concession PE 4731, qui n'appartient pas à ITSCI, entrent dans la chaîne d'approvisionnement en minerais d'ITSCI.

ITSCI accueille favorablement et soutient les recommandations du Groupe d'experts pour que le gouvernement de la RDC "enquête et poursuive les individus qui soutiennent les groupes armés impliqués dans l'exploitation minière illégale" et "collabore avec les pays de transit et de destination des minerais provenant de Rubaya"¹.

Contexte général

Les rapports du Groupe d'experts sont limités en nombre de mots, et nous saisissons cette occasion pour fournir quelques informations supplémentaires et clarifications ;

- La situation sécuritaire dans le territoire de Masisi était très agitée en 2023 en raison des activités du groupe armé non étatique M23. Cependant, le M23 n'était pas présent sur l'ensemble du territoire et ne le contrôlait pas. La situation dans chaque zone minière varie considérablement.
- La situation sécuritaire négative a conduit à la suspension des activités du gouvernement et d'ITSCI dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu d'abord, entre [mars](#) et [mai](#) 2023, puis [à partir de décembre 2023](#).
- Le Groupe d'experts discute de deux concessions minières PE 4731 et PE 76, comme indiqué à l'annexe 40. ITSCI n'a pas soutenu les activités de la SMB PE 4731 depuis décembre 2018. La SMB aurait passé un contrat avec RCS/Better Mining entre janvier 2019 et février 2023.
- Alors que ITSCI a continué à travailler avec les autorités locales de mars 2023 jusqu'à la reprise, y compris au PE 76 surveillé par ITSCI, l'action du gouvernement contre la SMB et l'absence de fournisseur de traçabilité et de services miniers de l'État ont conduit à des lacunes dans les contrôles formels sur le PE 4731 non ITSCI.

¹ Voir le rapport à mi-parcours du Groupe d'experts, paragraphe 103.d) et e), page 22.

- L'"effondrement" du devoir de diligence mis en évidence par le Groupe d'experts semble se référer uniquement à l'absence de contrôles sur le PE 4731, et non aux processus et systèmes d'ITSCI, y compris le suivi continu et l'établissement de rapports.

Risques généraux

Le Groupe d'experts explique qu'étant donné la nature du conflit en RDC, peu de documents fournissent des preuves définitives des graves violations des droits de l'homme et de l'exploitation illégale des ressources naturelles, et qu'ils s'appuient sur des témoignages oculaires. ITSCI utilise également des sources similaires, complétées par des informations de première main recueillies par des équipes sur le terrain. Nos équipes travaillent en communication constante avec toutes les parties prenantes locales afin de faciliter la planification et le suivi de l'atténuation des risques.

Avant la publication du rapport à mi-parcours, ITSCI a partagé avec le Groupe d'experts des informations qui s'alignaient sur le rapport final, par exemple ;

- La situation sécuritaire a vu la résurgence de plusieurs groupes d'autodéfense de jeunes et d'autres groupes armés non étatiques communément appelés "Wazalendo" ou "Wazalendu" ("patriotes" en swahili) qui ont répondu à l'"appel patriotique" lancé par le président de la RDC aux jeunes de la région pour qu'ils se mobilisent contre le M23. Les Wazalendo ont été vus en train de se battre aux côtés des FARDC sur le territoire de Masisi. Comme l'a noté le Groupe d'experts, la communauté de Rubaya salue la présence des Wazalendo.
- De nombreux cas de points de contrôle dans les villages ou le long des routes de transport de minerais mis en place par les forces de sécurité de l'État, notamment en association avec les groupes armés du Wazalendo, ont été évalués tout au long de l'année 2023 dans le territoire de Masisi, entraînant des risques signalés de taxation illégale à ces points de contrôle, y compris sur les transports de minerais. Beaucoup de ces points de contrôle sont caractérisés par leur nature très changeante, certains étant démantelés ou déplacés vers d'autres routes sur une base ad-hoc.
- Présence et contrôle des activités minières par le groupe armé non étatique PARECO sur la concession non-ITSCI PE 4731, près de la ville de Rubaya.
- La situation susmentionnée au PE 4731 a créé des risques supplémentaires pour les chaînes d'approvisionnement en minerais dans les régions voisines, notamment dans d'autres provinces de la RDC, telle que le Sud-Kivu, et au Rwanda.

Atténuation des risques

Les défis rencontrés en 2023 ont conduit à des efforts significatifs et fructueux de la part des parties prenantes locales sur l'atténuation des risques conformément aux attentes en matière de devoir de diligence dans la CAHRA. ITSCI reste engagé à soutenir les communautés minières artisanales, en coopération avec les gouvernements locaux et en soutien aux opérateurs miniers, visant à renforcer la transparence dans la chaîne d'approvisionnement en minerais et à améliorer la gouvernance du secteur minier.

La haute direction d'ITSCI s'est engagée auprès des autorités provinciales et nationales à Goma, au Nord-Kivu et à Kinshasa respectivement, y compris auprès de hauts responsables militaires, pour faire part de ses graves préoccupations et demander des actions, notamment en ce qui concerne la situation sur le PE 4731 et les risques associés pour les mines surveillées par ITSCI. Un engagement similaire a également eu lieu avec le bureau rwandais des mines, du pétrole et du gaz (RMB) au Rwanda.

Bien qu'il y ait eu un effondrement du devoir de diligence sur le PE 4731 comme mentionné ci-dessus, les activités du gouvernement et d'ITSCI se sont poursuivies dans d'autres domaines. Le renforcement des mécanismes de contrôle et des processus de traçabilité mis en œuvre il y a quelques années a donné des

résultats positifs en évitant que des minerais provenant de sources non approuvées n'entrent dans la chaîne d'approvisionnement d'ITSCI.

ITSCI a facilité les comités locaux multipartites (CLS) dans le territoire de Masisi ce qui a permis à toutes les parties prenantes d'examiner les risques et de planifier des actions d'atténuation des risques. En 2023, un total de 15 réunions de CLS locaux ont eu lieu à Masisi, discutant d'un total de 120 incidents.

Au Rwanda, ITSCI a poursuivi la mise en œuvre d'un plan antifraude ciblé, en appliquant de nouveaux mécanismes de contrôle visant à identifier d'éventuelles irrégularités dans les teneurs en minerais avant et après le traitement des minerais et par rapport aux sources minières. ITSCI continue également à évaluer de manière transparente les incidents liés à la plausibilité des minerais sur les sites miniers et à mettre en évidence les signaux d'alerte liés aux sociétés minières via la liste de devoir de diligence qu'ITSCI partage avec ses membres.

Informations divergentes

Le Groupe d'experts évalue que le groupe armé non étatique PARECO a été impliqué dans des activités minières sur le site de Bihula, surveillé par ITSCI, sur le PE 76. A ce jour, ITSCI n'a reçu aucune évaluation de la part des parties prenantes locales ou par le biais de notre propre surveillance sur le terrain pour confirmer ces allégations. Aucun détail n'est disponible de la part du Groupe d'experts, mais ITSCI continue d'assurer le suivi avec les équipes sur le terrain et les parties prenantes locales.

Le Groupe d'experts évalue que la route utilisée pour la fraude de minerais vers le Sud-Kivu a été progressivement abandonnée au profit de Goma et du Rwanda. Bien que ITSCI ait évalué les mesures positives prises par les autorités et les forces de l'État pour réduire la fraude sur certaines routes au Sud-Kivu prises en 2023, ITSCI a encore signalé plusieurs incidents liés à des cas de minerais transportés frauduleusement vers le Sud-Kivu.

FIN

À propos d'ITSCI

En tant qu'initiative de facilitation, le programme ITSCI fournit des informations en temps opportun aux membres d'ITSCI, y compris des recommandations sur l'évaluation et l'atténuation des risques. Les risques mentionnés dans la présente déclaration ont été enregistrés par ITSCI via le système de gestion des incidents d'ITSCI et évalués de manière transparente aux membres d'ITSCI. ITSCI propose une adhésion à part entière aux entreprises en amont et une adhésion associée aux entreprises en aval.

Pour plus d'informations sur le programme ITSCI, veuillez contacter le secrétariat d'ITSCI: itsci@internationaltin.org

Pour les demandes de renseignements médias, veuillez contacter comms@itsci.org.